

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/8/IND/11  
19 juillet 2002

(02-3999)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## **NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 B) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE LA CONSTATATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE GRAVE OU D'UNE MENACE DE DOMMAGE GRAVE CAUSÉ PAR UN ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS**

INDE

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 juillet 2002.

---

Veillez vous reporter à la lettre de cette Mission, en date du 22 mars 2002, à laquelle était jointe une copie de l'Avis d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes (notification n° SG/INV/1/2002, datée du 14 mars 2002) présenté par le Directeur général (Sauvegardes) concernant les importations d'épichlorohydrine (ECH) en Inde. Cette notification au titre de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes a été distribuée sous la cote G/SG/N/6/IND/12.

Je vous adresse ci-joint une copie des constatations finales du Directeur général (Sauvegardes) concernant cette enquête (notification n° F.No.SG/INV/1/2002 en date du 25 juin 2002).

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL (SAUVEGARDES)  
5TH FLOOR, 'D' BLOCK, I.P.BHAWAN  
NEW DELHI**

F.No.SG/INV/1/2002

Date: 25 juin 2002

**Objet: Enquête en matière de sauvegardes concernant les importations d'épichlorohydrine en Inde au titre de l'article 5 du Règlement de 1997 sur le tarif douanier (Détermination et imposition d'un droit de sauvegarde) lu conjointement avec l'article 8B de la Loi de 1975 sur le tarif douanier – constatations finales.**

NOTIFICATION

Eu égard à la Loi sur le tarif douanier de 1975 et au Règlement correspondant de 1997 sur le tarif douanier (détermination et imposition d'un droit de sauvegarde).

**A. PROCÉDURE**

1. L'avis d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes concernant les importations d'épichlorohydrine en Inde est paru le 14 mars 2002 et a été publié dans un supplément spécial du Journal officiel de l'Inde le 21 mars 2002. Copies de l'avis et de la requête ont été expédiées, en même temps qu'un questionnaire, à toutes les parties intéressées connues afin qu'elles fassent connaître leurs vues avant le 26 avril 2002, à savoir:

Producteur national

- i) Tamilnadu Petroproducts Limited (TPL), Chennai

Importateurs et branches de production utilisatrices

- i) Dr Beck & Co (India ) Ltd, Pune
- ii) Atul limited, Valsad, Gujarat
- iii) Synthetics & Polymer Industries, Ahmedabad
- iv) Parikh Resins Ltd (Resinova Chemie Ltd), Kanpur
- v) Resins and Plastics Ltd, Raighad
- vi) Petro Araldite Pvt. Ltd, Chennai
- vii) Parikh Resins and Polymers Ltd. Unnao, U.P.
- viii) Bharat General Textile Industries, Calcutta
- ix) Bengal Poly Resins Pvt. Ltd, Calcutta
- x) Delta Industrial Resin Pvt. Ltd, Mumbai
- xi) Pragati Chemicals Ltd, Mumbai
- xii) Kemwell Pvt., Ltd, Bangalore
- xiii) IPCA Laboratories Limited, Mumbai
- xiv) Easy Term Enterprise, Mumbai
- xv) Ratanchand & Co., Mumbai
- xvi) C.J.Shah & Company, Mumbai
- xvii) Manali Chemicals, Mumbai
- xviii) Urmi Chemicals, Mumbai
- xix) Rasiklal & Co., Mumbai
- xx) Alfa Chemical Corporation, Mumbai

- xxi) Paresh Chemical Corporation, Mumbai
- xii) Rashmi Trading Company, Mumbai
- xiii) Beekay Enterprises, Baroda/Mumbai

Exportateurs

- i) Daiso Co. Ltd., Japon
- ii) Dow Chemical Company, États-Unis
- iii) Solvay SA, Belgique
- iv) Hanwha Chemical Corp., Corée

Associations

- i) Chemical Industries Association, Chennai
- ii) Indian Resin Manufacturers Association, Mumbai

2. Le texte de l'avis d'ouverture d'enquête accompagné de la requête et du questionnaire a également été transmis par le biais de leurs Hautes Commissions/ambassades à New Delhi aux gouvernements des pays exportateurs suivants: Allemagne, Belgique, Chine, États-Unis, Japon, République de Corée, Royaume-Uni, ainsi qu'à la Délégation de la Commission européenne en Inde, New Delhi.

3. Dow Chemical Company, États-Unis, et Solvay S.A., Belgique, ont demandé une prorogation du délai imparti pour communiquer leur réponse. La prorogation a été accordée et les parties concernées en ont été informées.

4. Les parties suivantes ont fait parvenir des réponses à l'avis daté du 14 mars 2002 et au questionnaire:

Producteur national

Tamilnadu Petroproducts Limited (TPL), Chennai

Importateurs et branches de production utilisatrices

- i) Atul Limited, Valsad, Gujarat\*
  - ii) Synthetics & Polymer Industries, Ahmedabad\*
  - iii) Parikh Resins Ltd (Resinova Chemie Ltd), Kanpur
  - iv) Bharat General Textile Industries, Calcutta\*
  - v) Petro Araldite Pvt. Ltd, Chennai\*
  - vi) Bengal Poly Resins Pvt. Ltd, Calcutta\*
  - vii) Delta Industrial Resin Pvt. Ltd, Mumbai\*
  - viii) Pragati Chemicals Ltd, Mumbai\*
  - ix) Kemwell Pvt., Ltd, Bangalore
  - x) Beekay Enterprises, Baroda
- \* Through Counsel

Exportateurs

- i) Daiso Co. Ltd., Japon
- ii) Dow Chemical Company, États-Unis
- iii) Solvay SA, Belgique
- iv) Hanwha Chemical Corp., Corée

### Associations

Chemical Industries Association, Chennai

5. Les renseignements considérés nécessaires à l'enquête ont été vérifiés par une équipe de fonctionnaires qui a visité à cette fin les installations du producteur national. Le résultat des enquêtes a été transmis au producteur national et une copie du rapport d'enquête a également été versée au dossier public.

6. Toutes les parties intéressées ont eu la possibilité de se faire entendre dans le cadre d'une audition publique tenue le 31 mai 2002, dont le préavis a été donné le 26 avril 2002. Au cours de l'audition publique, il a été demandé aux parties intéressées de déposer au plus tard le 6 juin 2002 une communication écrite reproduisant leurs arguments oraux, de prendre possession le 7 juin 2002 du texte des réponses déposées par les autres parties et de déposer leurs communications présentées à titre de réfutation, le cas échéant, au plus tard le 14 juin 2002. Étaient présentes à l'audition publique les parties dont la liste suit:

- i) Tamilnadu Petroproducts Limited (TPL), Chennai
- ii) Atul Limited, Valsad, Gujarat
- iii) Synthetics & Polymer Industries, Ahmedabad
- iv) Parikh Resins Ltd (Resinova Chemie Ltd), Kanpur
- v) Petro Araldite Pvt. Ltd, Chennai
- vi) Delta Industrial Resin Pvt. Ltd, Mumbai
- vii) Solvay SA, Belgique
- vii) Hanwha Chemical Corp., Corée
- ix) Délégation de la Commission européenne (Union européenne), New Delhi

Certaines des parties intéressées ont demandé une nouvelle audition publique au motif que TPL n'avait pas répondu correctement à leurs questions au cours de l'audition publique du 31 mai 2002, ce qui les avait empêchées de traiter efficacement divers points. On notera à cet égard qu'en vertu de la procédure suivie, le producteur national n'est pas dans l'obligation de fournir sur-le-champ des réponses aux questions soulevées par les autres parties. La possibilité de demander des éclaircissements au moment de l'audition publique a pour objet de dissiper les doutes relatifs à la bonne compréhension des communications des autres parties. Conformément aux indications de la société TPL, il avait été convenu que celle-ci fournirait les renseignements complémentaires demandés par d'autres parties au moment du dépôt des communications écrites. TPL a effectivement donné les éclaircissements nécessaires dans ses communications. Il faut souligner par ailleurs que seules les informations fournies par écrit sont prises en considération. Tous les renseignements reçus sous cette forme ont été versés au dossier public cependant que des copies étaient distribuées aux parties intéressées qui pouvaient les contester au moment de déposer les communications présentées à titre de réfutation, le cas échéant. Les principaux points sur lesquels les parties intéressées ont souhaité des éclaircissements concernaient la capacité de TPL, l'accroissement des importations, l'évolution imprévue des circonstances, la politique d'amortissement accéléré adoptée par la société, la faisabilité des plans d'ajustement, etc. Les constatations abordent toutes ces questions de façon adéquate, et rien ne me paraît justifier la tenue d'une nouvelle audition publique sur cette affaire.

### Branche de production nationale

La demande d'imposition d'un droit de sauvegarde sur l'ECH a été déposée par Tamilnadu Petroproducts Ltd (ci-après dénommée TPL, par souci de concision). Seul producteur d'ECH en Inde, TPL représente la totalité de la branche de production nationale pour ce produit. Il est donc considéré que la demande a été formulée par la branche de production nationale d'ECH.

Une autre requête a été déposée le 20 juin 2002, sollicitant une copie des répliques (réfutations) déposées par le requérant et l'autorisation de soumettre des observations sur ces répliques. Cette demande ne mérite pas d'être étudiée, d'une part parce qu'elle a été soumise après la date de clôture des procédures, le 14 juin 2002, et, d'autre part, parce que les parties ont, dans le cadre de cette procédure, toute liberté pour déposer des réfutations après que les communications écrites ont été recueillies. La procédure n'envisage aucune autre communication à la suite du dépôt des réfutations. Si cette demande était acceptée aucune étape ne pourrait être finalisée et la procédure deviendrait interminable. En conséquence, il n'a pas été donné suite à la requête.

#### Produit en cause

Le produit faisant l'objet de l'enquête est l'épichlorohydrine (ECH). L'ECH est un produit chimique organique de base dont la formule est  $\text{CH}_2\text{-CH-CH-CH}_2\text{-CL}$ , classé à la sous-position 2910.30 dans le premier tableau annexé à la Loi de 1975 sur le tarif douanier, et à la sous-position 29103000 de la Nomenclature commerciale indienne s'inspirant du Système harmonisé de désignation des marchandises. Cette classification de l'épichlorohydrine en vertu de la Loi de 1975 sur le tarif douanier et de la Nomenclature commerciale indienne n'est toutefois indiquée qu'à des fins de commodité et ne restreint d'aucune manière le champ d'utilisation du produit faisant l'objet d'une enquête. L'ECH est obtenue par adjonction de chlore au propène, selon un procédé conforme aux normes de fabrication internationales. L'ECH est produit à partir de chlorure d'allyle obtenu par chloration directe du propène en phase gazeuse à des températures élevées. L'hydrochloration du chlorure d'allyle par le chlore en milieu aqueux donne de la dichlorohydrine. Celle-ci est ensuite soumise à hydrolyse à la température d'ébullition de l'eau, avec la chaux comme agent de saponification. La réaction d'hydrolyse s'opère dans une tour de stripping, d'où l'ECH ressort épurée. L'ECH brute est rectifiée dans un dispositif de fractionnement. L'épichlorohydrine est un produit pétrochimique utilisé comme composant essentiel dans la fabrication des résines époxydes, des pesticides et de certaines formules pharmaceutiques. L'ECH importée et l'ECH fabriquée en Inde sont identiques.

#### Engagements contractés et taux de droit applicable

L'ECH relevant de la position tarifaire n° 2910.30 a été consolidée à 40 pour cent *ad valorem*, et aucune restriction de quantité n'a été imposée sur les importations. Le droit de douane applicable (droit de douane de base plus surtaxe le cas échéant) sur l'ECH, qui était de 65 pour cent *ad valorem* en 1994-1995, a été ramené progressivement à 42 pour cent en 1995-1996, à 32 pour cent en 1996-1997, puis à 25 pour cent en 1997-1998 et 1998-1999; il est ensuite remonté à 27,5 pour cent en 1999-2000 et en 2000-2001 pour se rétablir à 25 pour cent *ad valorem* en 2001-2002.

#### Accroissement des importations

L'ECH importée en Inde provient principalement d'Allemagne, de Belgique, de Corée (République de), des États-Unis et du Japon. Les importations et la production nationale d'ECH au cours des cinq dernières années figurent ci-dessous:

Tableau 1

Année	Production nationale (tonnes)	Importations (tonnes)		Importations en pourcentage de la production nationale
		Quantité (tonnes)	Valeur (millions de roupies)	
1996-1997	3 595	761	41,155	21,17
1997-1998	2 349	1 931	90,141	82,20
1998-1999	951	2 933	149,780	308,41
1999-2000	951	4 614	210,474	485,17
2000-2001	3 620	4 294	255,028	118,61
2001-2002 (jusqu'au mois de janvier)	2 997	4 971*	217,191	165,87

\*Selon les données vérifiées auprès des autorités douanières.

En termes absolus, les importations d'ECH sont passées de 761 tonnes en 1996-1997, à 4 294 tonnes en 2000-2001. Pendant la période 2001-2002, pour laquelle les données ont été vérifiées auprès des agents des douanes des ports d'importation jusqu'au mois de janvier 2002, les importations d'ECH se sont élevées à 4 971 tonnes, ce qui, sur une base proportionnelle, permet d'estimer à 5 965 tonnes le total des importations d'ECH pour la période en cours.

En comparant les données en fin de période, on constatera que les importations d'ECH ont été multipliées par plus de six entre 1996-1997 (761 tonnes) et 2001-2002 (4 971 tonnes jusqu'en janvier). Il importe de remarquer que les importations ont atteint un pic de 4 614 tonnes en 1999-2000, puis qu'elles ont diminué à 4 294 tonnes en 2000-2001 pour croître de nouveau et atteindre 4 971 tonnes en 2001-2002 (jusqu'en janvier). Les importations annuelles ont augmenté de 154 pour cent en 1997-1998 par rapport à 1996-1997, de 52 pour cent en 1998-1999 par rapport à 1997-1998, et de 57 pour cent en 1999-2000 par rapport à 1998-1999; elles ont diminué ensuite de 7 pour cent en 2000-2001 par rapport à 1999-2000, puis augmenté de 40 pour cent en 2001-2002 (sur une base proportionnelle) par rapport à 2000-2001. Par conséquent, en termes absolus, les importations d'ECH ont augmenté chaque année, sauf en 2000-2001, période au cours de laquelle elles ont diminué de 7 pour cent en comparaison de l'année précédente. Toutefois, la moyenne annuelle des importations d'ECH des trois dernières années (1999-2002) a été de 4 958 tonnes, ce qui représente un accroissement de 164 pour cent par rapport à la moyenne de 1 875 tonnes enregistrée au cours des trois années précédentes (1996-1999).

Pour ce qui concerne l'accroissement des importations d'ECH par rapport à la production nationale, on constatera que la production nationale, qui était de 3 595 tonnes en 1996-1997, n'a augmenté que de façon marginale pour atteindre 3 620 tonnes en 2000-2001 et 2 997 tonnes en 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier), soit, sur une base proportionnelle, 3 596 tonnes pour la période complète.

Les importations d'ECH en pourcentage de la production nationale, qui étaient de 21,17 pour cent en 1996-1997, ont augmenté rapidement et atteint 485,17 pour cent en 1999-2000. Elles ont diminué à 118,61 pour cent en 2000-2001, mais augmenté de nouveau d'environ 47 points pour s'établir à 165,87 pour cent en 2001-2002. En comparant le pourcentage initial de 21,17 pour cent de 1996-1997 au pourcentage de 165,87 pour cent de la période 2001-2002, on observera que la proportion des importations par rapport à la production nationale a été quasiment multipliée par huit. Même si on le compare au niveau de la période 1997-1998, au cours de laquelle les importations

représentaient 82,2 pour cent de la production nationale, le pourcentage des importations a doublé en 2001-2002. Les importations ont ainsi suivi une tendance ascendante, tant en valeur absolue que relative à la production nationale.

Certaines des parties intéressées ont indiqué qu'étant donné que les "mesures de sauvegarde" sont des "mesures d'urgence", il est indispensable que les importations présentent une augmentation subite sur un court espace de temps. Pour cette raison, elles proposent que l'on ne tienne compte que des importations d'ECH des trois dernières années, c'est-à-dire de 1999-2000 à 2001-2002. Au cours de cette période, les importations d'ECH ont été stationnaires: 4 614 tonnes en 1999-2000, 4 294 tonnes en 2000-2001 et 3 846 tonnes en 2001-2002 (jusqu'en janvier), ce qui signifie qu'il n'y a pas d'"accroissement des importations" d'ECH. Cette allégation, toutefois, ne me semble justifiée ni par les faits ni par la législation. Si l'on se réfère aux faits, il faut souligner que les importations ont augmenté de 40 pour cent pendant l'année 2001-2002 en cours (jusqu'au mois de janvier) par rapport à 2000-2001. Pour ce qui concerne les dispositions juridiques, cette allégation ne s'appuie ni sur la législation de l'Inde concernant les sauvegardes, ni sur l'Accord sur les sauvegardes. Dans la pratique, presque tous les Membres de l'OMC analysent les importations sur une période de cinq ans ou plus. En considération de faits particuliers qui seront étudiés plus loin, je maintiens que l'examen des importations et d'autres paramètres à partir de la période 1996-1997 est pleinement justifié dans le cas présent.

#### Évolution imprévue des circonstances

Le producteur national a indiqué que l'idée de produire de l'ECH avait germé en 1992, dans une optique de substitution des importations effectuées par les fabricants de produits époxydiques. Pour ces fabricants, dont les installations avaient une capacité d'environ 9 000 tonnes par an, les droits étaient de 115 pour cent sur les importations d'ECH, de 65 pour cent sur les résines époxydes d'usage général et de 20 pour cent sur les résines époxydes destinées à l'industrie électronique. Au moment où l'unité de production d'ECH est entrée en fonctionnement, les droits de douane ont diminué de façon considérable et la baisse s'est poursuivie par la suite. Certains clients de l'entreprise n'ont pas résisté aux coups portés par l'accroissement des importations de résines époxydes et ont fini par fermer définitivement en 1998-1999. De plus, en réduisant les prix de l'ECH et des résines époxydes, les exportateurs sont parvenus à dominer le marché, contraignant le producteur national à réduire sa production dans la mesure où il ne pouvait plus vendre ses produits, même à un prix très inférieur aux coûts variables.

Certaines parties intéressées ont soutenu qu'il ne s'était produit sur le marché aucune évolution imprévue des circonstances qui pouvait légitimer l'imposition d'un droit de sauvegarde. Selon elles, le concept d'évolution imprévue des circonstances doit normalement faire intervenir des faits qui n'avaient pas été prévus par les négociateurs d'un pays Membre au moment d'accorder une exemption ou de contracter une obligation sous l'égide de l'OMC.

S'agissant de l'"évolution imprévue des circonstances", il faut observer que dans son rapport sur l'affaire: États-Unis - Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau (WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001), l'Organe d'appel a déclaré que l'"évolution imprévue des circonstances" est une circonstance dont l'existence doit être effectivement démontrée pour qu'une mesure de sauvegarde puisse être appliquée conformément à l'article XIX.

À cet égard, on peut considérer comme un fait la réduction brutale des droits d'importation sur l'ECH au cours de la période qui s'est écoulée entre le stade de conception et l'entrée en production effective de l'ECH, réduction qui a coïncidé avec une diminution marquée des prix de l'ECH importée, entre 1996-1997 et 1999-2000. Les prix à l'importation c.a.f. ont baissé de 1 528 dollars EU la tonne à 1 059 dollars EU pendant cette période. Toutefois, dans ce cas, le fait le plus pertinent est l'absence d'un soutien industriel compétitif à l'échelle internationale. Le producteur national avait

prévu que le propène, principale matière première de l'ECH, lui serait fourni par Chennai Petroleum Corporation Ltd. (CPCL), ce qui n'a pas été le cas puisque la production de cette entreprise n'était suffisante que pour les clients déjà existants. L'autre source d'approvisionnement en propène était la société Indian Oil Corporation, à Mathura, dont l'éloignement impliquait toutefois un renchérissement des coûts de transport, aggravé par la nature dangereuse du produit. Par ailleurs, Indian Oil Corporation a suspendu ses facilités de crédit en raison de l'écart entre l'offre et la demande. L'efficacité de la production d'ECH dépendait donc finalement du propène importé. Mais là aussi, nouvel obstacle, l'entreprise portuaire de Chennai n'autorisait pas les importations de propène en raison de la dangerosité du produit. Le producteur national a alors créé à Cuddalore, à 200 km de Chennai Sud, un petit terminal permettant le débarquement et le transport des produits par chalands, solution quelque peu incommode et coûteuse. Outre l'insuffisance des infrastructures, le niveau élevé des coûts de l'énergie et du financement rend l'ECH produite dans le pays encore moins compétitive, comparée au produit importé. Ces circonstances imprévues, aggravées par la diminution des droits d'entrée et le fait que les importations sont autorisées sans aucune restriction quantitative, ont entraîné un accroissement des importations d'ECH.

#### Domage grave

Pour déterminer si un dommage grave a été causé, il est nécessaire d'évaluer tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production, en particulier, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes, et l'emploi.

Le rythme d'accroissement des importations d'ECH en termes absolus et relatifs et leur accroissement en volume ayant déjà été analysés sous le titre "accroissement des importations", d'autres points sont examinés ci-dessous.

#### a) Production nationale

Une analyse de divers facteurs concernant l'état actuel de la branche de production nationale fait apparaître que le seul producteur national d'ECH, M/s. Tamilnadu Petroproducts Ltd., a lancé la production pendant la dernière semaine de mars 1995, et que seulement 5 tonnes ont été produites au cours de l'exercice 1994-1995. Pendant la période analysée, TPL a produit 3 595 tonnes d'ECH en 1996-1997, 2 349 tonnes en 1997-1998, 951 tonnes en 1998-1999, la même quantité en 1999-2000, et 3 620 tonnes en 2000-2001. En 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier 2002), l'entreprise a produit 2 997 tonnes d'ECH, soit, sur une base proportionnelle, 3 596 tonnes pour l'exercice complet. La production nationale a donc tout d'abord diminué, passant d'un pic de 3 595 tonnes en 1996-1997 à seulement 951 tonnes en 1998-1999 et 1999-2000. Elle a ensuite augmenté pour atteindre 3 620 tonnes en 2000-2001 et 3 596 tonnes (sur une base proportionnelle) en 2001-2002.

Certaines des parties ont fait valoir que le producteur national avait déposé, en 1998-1999, une demande d'ouverture d'enquête en matière de sauvegardes portant sur l'accroissement des importations d'ECH, et qu'à cette occasion les paramètres essentiels qui favorisaient la demande du requérant et justifiaient l'imposition d'un droit de sauvegarde étaient beaucoup plus nombreux. Cette demande avait pourtant été refusée par le Directeur général. Si les arguments du requérant n'avaient pas été suffisants alors pour motiver l'imposition d'un droit de sauvegarde sur l'ECH, ils le sont encore moins dans le cas présent.

À cet égard, on constatera que TPL a déposé une demande d'imposition de droit de sauvegarde sur l'ECH importée au cours de l'année 1998-1999, le 12 juin 1998. Il s'agit là d'un fait. Plus important cependant, comme cela a été dit plus haut, est le fait que la production de TPL a



démarré au cours de la dernière semaine du mois de mars 1995. Ainsi, lorsque la société a présenté sa requête, le 12 juin 1998, elle disposait seulement de l'historique des trois années qui avaient suivi la mise en marche et des résultats de production d'ECH pour ces années, 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998, soit respectivement 3 134, 3 595 et 2 349 tonnes, ainsi que des données d'importation pour les mêmes années: 2 374, 761 et 1 931 tonnes respectivement. L'analyse de ces chiffres ne fournissait pas des raisons suffisantes à première vue pour engager une enquête en matière de sauvegardes concernant un éventuel dommage grave causé par l'accroissement des importations d'ECH au producteur national et, de ce fait, on n'avait pas jugé approprié de lancer une telle enquête à ce moment précis.

Cependant, comme le redoutait le producteur national en 1998-1999, les importations d'ECH ont augmenté au cours des années suivantes: elles sont en effet passées de 1 931 tonnes en 1997-1998 à 2 933 tonnes en 1998-1999, puis à 4 614 tonnes en 1999-2000, 4 294 tonnes en 2000-2001 et 4 971 tonnes (jusqu'au mois de janvier) en 2001-2002. En 1998-1999 et en 1999-2000, la production nationale a chuté et n'a pas dépassé 951 tonnes par an. En 2000-2001 et 2001-2002, elle a augmenté pour atteindre respectivement 3 620 tonnes et 3 596 tonnes (sur une base proportionnelle). Cet accroissement de la production nationale au cours des deux dernières années doit toutefois être interprété dans son contexte. Pour faire face à la concurrence des importations, TPL avait envisagé, dans la requête datée du 12 juin 1998, de former une alliance avec Ciba Geigy pour constituer une coentreprise destinée à la fabrication de résines époxydes et fournir ainsi un débouché à la production d'ECH. Conformément à ce projet, une nouvelle société, dénommée Petro Araldite Pvt. Ltd. (PAPL), a été constituée et a commencé ses activités en 1999. PAPL est une entreprise spécialisée dans la fabrication de résines époxydes; elle obtient la totalité de ses approvisionnements en ECH de TPL dont elle est l'un des principaux clients, ce qui explique l'augmentation de la production nationale d'ECH en 2000-2001 et 2001-2002. Sans cette circonstance, TPL n'aurait eu aucune raison d'augmenter sa production. Il convient également de remarquer qu'entre 1996-1997 et 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier), la consommation nationale apparente a augmenté de 2 546 à 6 797 tonnes, soit de 206 pour cent, alors que la production nationale d'ECH est restée presque stationnaire, autour de 3 600 tonnes par an, c'est-à-dire du niveau de production déjà atteint en 1996-1997.

b) Utilisation de la capacité de production

TPL a indiqué que la capacité installée de production d'ECH est de 10 000 tonnes par an. Cela signifie que la capacité de production de l'entreprise était utilisée à hauteur de 35,95 pour cent en 1996-1997 et que l'utilisation a diminué ensuite à un niveau de 23,49 pour cent en 1997-1998 et de 9,51 pour cent en 1998-1999 et 1999-2000. Parallèlement à l'augmentation de la production en 2000-2001 et 2001-2002, analysée ci-dessus, l'utilisation de la capacité de production s'est améliorée par rapport à la période s'étendant de 1998-2000 puisqu'elle est passée à 36,2 pour cent en 2000-2001 et à 35,96 pour cent (sur une base proportionnelle) en 2001-2002. Il faut bien remarquer, cependant, que l'utilisation de la capacité de production n'a jamais dépassé le modeste niveau de 36 pour cent, dans le meilleur des cas, au cours de la période examinée.

c) Ventes

La société TPL considère que les ventes d'ECH à PAPL constituent une consommation captive; toutefois, si l'on considère que PAPL est une coentreprise indépendante, spécialisée dans la production de résines époxydes destinées au marché national aussi bien qu'à l'exportation, cette classification des ventes n'est pas appropriée. De toute façon, que le produit soit vendu sur le marché ou utilisé de façon captive, le résultat est le même pour ce qui concerne les enquêtes en matière de sauvegardes. Il faut cependant souligner que l'ECH utilisée par PAPL dans la production de résines époxydes d'exportation a été vendue par TPL sur la base d'exportations présumées dans le cadre du système DEEC. Ces ventes d'ECH ne sont pas considérées comme faisant partie des ventes nationales.

En 1996-1997, les ventes totales d'ECH de TPL ont été de 3 753 tonnes, dont 1 785 ont été écoulées sur le marché national et 1 968 exportées. En 1997-1998, les ventes nationales et les exportations ont diminué pour s'établir à 1 389 tonnes et 19 tonnes, respectivement. En 1998-1999, les ventes nationales ont encore diminué, passant à 1 241 tonnes, et les exportations ont augmenté de façon marginale pour atteindre 118 tonnes. En 1999-2000, les ventes nationales, y compris les ventes à l'exportation effectuées sur le marché intérieur mais sur la base d'exportations présumées (ventes à PAPL) ont été de 1 656 tonnes, dont 1 196 tonnes vendues à PAPL pour la consommation nationale, 360 tonnes vendues également à PAPL pour la production à l'exportation sur la base d'exportations présumées, et 100 tonnes vendues à d'autres clients. En 2000-2001, les ventes totales de TPL ont été de 3 221 tonnes, y compris 401,57 tonnes d'ECH exportée, 626 tonnes vendues sur le marché national à des clients différents de PAPL et le solde vendu à PAPL, dont 1 080 tonnes pour la production à l'exportation dans le cadre du régime des exportations présumées. En 2001-2002, les ventes totales d'ECH ont été de 3 326 tonnes, dont 516 tonnes à des acheteurs nationaux autres que PAPL et le reste, soit 2 810 tonnes, à PAPL, dont 1 500 tonnes sur la base d'exportations présumées.

Le tableau ci-après fournit des données détaillées sur la production, les ventes et les stocks de clôture de l'ECH produite en Inde.

Tableau 2

Année	Production (tonnes)	Ventes d'ECH (tonnes)					Stock de clôture (tonnes)
		PAPL	Autres acheteurs	Total ventes nationales	Exportations y compris exportations présumées	Total	
1996-1997	3 595	-	1 785	1 785	1 968	3 753	278
1997-1998	2 349	-	1 389	1 389	19	1 408	1 219
1998-1999	951	-	1 241	1 241	118	1 359	811
1999-2000	951	1 196	100	1 296	360	1 656	106
2000-2001	3 620	1 113	626	1 739	1 482	3 221	505
2001-2002 (jusqu'au mois de janvier)	2 997	1 310	516	1 826	1 500	3 326	176

Les données du tableau ci-dessus révèlent que le producteur national a vendu un total de 1 785 tonnes d'ECH sur le marché intérieur en 1996-1997, puis que ces ventes se sont progressivement réduites en 1997-1998 (1 389 tonnes) et en 1998-1999 (1 241 tonnes). Les ventes nationales de l'entreprise n'ont augmenté de nouveau que lorsque la production de PAPL a démarré et procuré un débouché à l'ECH produite par TPL: elles sont passées à 1 296 tonnes en 1999-2000, à 1 739 tonnes en 2000-2001 et à 1 826 tonnes en 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier). On constate que la consommation intérieure apparente a augmenté d'environ 167 pour cent entre 1996-1997 et 2001-2002 (sur une base proportionnelle). Annuellement, elle a augmenté de 30 pour cent en 1997-1998, de 26 pour cent en 1998-1999, de 42 pour cent en 1999-2000, de 2 pour cent en 2000-2001 et de 13 pour cent en 2001-2002. Les ventes nationales auraient dû croître dans les mêmes proportions, ce qui n'a pas été le cas puisqu'elles étaient de 1 826 tonnes (sans compter les volumes vendus dans le cadre du régime des exportations présumées) en janvier 2001-2002, soit seulement 22 pour cent de plus qu'en 1996-1997, sur une base proportionnelle.

d) Stocks

Les stocks de clôture d'ECH du producteur national étaient de 278 tonnes en 1996-1997, 1 219 tonnes en 1997-1998, 811 tonnes en 1998-1999, 106 tonnes en 1999-2000, 505 tonnes en 2000-2001 et 176 tonnes à la fin du mois de janvier 2002. Ils ont diminué progressivement d'un maximum de 1 219 tonnes en 1997-1998 à 106 tonnes en 1999-2000 pour remonter à 505 tonnes en 2000-2001 et baisser de nouveau jusqu'à 176 tonnes à fin du mois de janvier 2002.

e) Emploi

Le producteur national a indiqué qu'à aucun moment l'unité de production n'a pu être exploitée à plus de 36 pour cent de sa capacité, ce qui a généré un climat d'insécurité et des pertes d'emplois pour environ 270 membres du personnel, 160 employés et 110 cadres, au cours des cinq dernières années.

f) Productivité

La productivité de TPL en tonnes d'ECH par employé était de 29,95 tonnes en 1996-1997. Elle est tombée à 19,58 tonnes en 1997-1998 et n'était plus que de 7,93 tonnes en 1998-1999 et en 1999-2000. Toutefois, grâce à l'augmentation de la production, elle est passée à 32,21 tonnes en 2001-2002. La productivité mesurée par unité de capital investi a chuté de 28,54 tonnes par million de roupies en 1996-1997 à 17,88 en 1997-1998, 6,89 en 1998-1999 et 6,57 en 1999-2000. Elle a ensuite augmenté pour atteindre 24,84 tonnes par million de roupies en 2000-2001, mais diminué de nouveau en 2001-2002 à 19,92 tonnes par million de roupies.

g) Rentabilité

Le prix de vente moyen de l'ECH étant inférieur au coût de production, TPL vend ce produit à perte. L'évolution annuelle du coût de production de l'ECH figure dans le tableau ci-dessous:

Tableau 3

Année	Coût de production (roupies par tonne)	Prix de vente moyen (roupies par tonne)
1996-1997	133 114	58 426
1997-1998	121 734	65 531
1998-1999	271 020	67 341
1999-2000	336 615	66 769
2000-2001	139 906	75 363
2001-2002	111 673	65 107

Les pertes annuelles générées par la production d'ECH ont été de 26,02 millions de roupies en 1996-1997, 18,52 millions de roupies en 1997-1998, 16,85 millions de roupies en 1998-1999, 21,02 millions de roupies en 1999-2000 et 26,08 millions de roupies en 2000-2001; elles sont estimées à 27,25 millions de roupies (montant non vérifié) en 2001-2002. Les pertes, qui avaient commencé par diminuer en 1997-1998 et 1998-1999, ont augmenté à partir de 1999-2000 pour atteindre un maximum de 27,25 millions de roupies pendant l'année en cours, cela malgré la croissance de la production et des ventes en 2000-2001 et 2001-2002.

Il se dégage de l'analyse ci-dessus que TPL a subi un dommage grave qui s'est traduit par une dégradation notable des résultats de l'entreprise pendant les périodes 1998-1999 et 1999-2000, deux années au cours desquelles la production n'a pas dépassé 951 tonnes par an et les ventes intérieures ont atteint leur niveau minimum de 1 241 tonnes en 1998-1999 et à peine 1 296 tonnes l'année suivante. L'utilisation de la capacité de production est également tombée à 9,51 pour cent pendant cette période et l'entreprise a supporté des pertes importantes d'environ 38 millions de roupies sur les activités liées à l'ECH. Redoutant les effets négatifs des importations sur l'entreprise, TPL a cherché à bénéficier d'une protection dans le cadre des mesures de sauvegarde en 1998-1999 et conçu un plan d'ajustement impliquant diverses décisions, notamment celle de constituer la société PAPL. Ces mesures ont certes entraîné une amélioration des résultats de l'entreprise au cours des années 2000-2001 et 2001-2002, mais aucune protection n'ayant été définie en matière de sauvegardes, rien n'a freiné les importations d'ECH qui ont atteint 4 294 tonnes en 2000-2001 et 4 971 tonnes jusqu'au mois de janvier 2002. La création de PAPL a apporté une meilleure protection à l'entreprise et permis d'améliorer l'utilisation de la capacité de production, la productivité et les ventes nationales de TPL en comparaison de l'année précédente, mais la menace d'un dommage grave continue de planer sur l'entreprise qui souffre notamment de la faible productivité du capital investi, de la stagnation de la production destinée au marché intérieur, du manque de réactivité de l'utilisation de la capacité de production et des ventes face à l'accroissement de la consommation intérieure apparente, et de pertes croissantes qui se montaient à 26,08 millions de roupies en 2000-2001 et à 27,25 millions de roupies (montant non vérifié) en 2001-2002, soit une perte totale de 53,38 millions de roupies sur deux ans, à comparer à la perte de 37,87 millions de roupies en 1998-2000.

#### Cause du dommage

Le tableau ci-dessous fournit les données concernant l'ECH vendue sur le marché national (à l'exclusion du produit destiné à l'exportation dans le cadre du régime des exportations présumées) par TPL, les importations d'ECH et la part de la production nationale et des importations dans la consommation intérieure apparente (CIA = ventes intérieures + importations).

Tableau 4

Année	Ventes nationales (tonnes)	Importations (tonnes)	CIA (tonnes)	Part des ventes nationales dans la CIA (%)	Part des importations dans la CIA (%)
1996-1997	1 785	761	2 546	70,10	29,90
1997-1998	1 389	1 931	3 320	41,80	58,20
1998-1999	1 241	2 933	4 174	29,70	70,30
1999-2000	1 296	4 614	5 910	21,90	78,10
2000-2001	1 739	4 294	6 033	28,80	71,20
2001-2002 (jusqu'au mois de janvier)	1 826	4 971	6 797	26,86	73,14

Des données de ce tableau, il ressort que la part de marché de TPL, qui était de 70,1 pour cent de la consommation intérieure apparente en 1996-1997, est tombée à 41,8 pour cent, 29,7 pour cent et 21,9 pour cent en 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000, respectivement. Cette perte de part de marché du producteur national a été absorbée par les importations qui sont passées de 29,9 pour cent en 1996-1997 à 58,2 pour cent en 1997-1998, à 70,3 pour cent en 1998-1999 et au niveau record de

78,1 pour cent en 1999-2000. Avec la constitution de la coentreprise PAPL, la part du producteur national d'ECH a augmenté de façon marginale, atteignant à peine 28,8 pour cent en 2000-2001, avant de tomber à 26,86 pour cent en 2001-2002, tandis que la part des importations d'ECH diminuait légèrement (71,2 pour cent) puis augmentait de nouveau (73,14 pour cent) pendant ces mêmes périodes.

Il faut remarquer que le dommage causé au producteur national d'ECH se manifeste avant tout par les pertes que celui-ci a subies, particulièrement pendant les dernières périodes, 2000-2001 et 2001-2002. À cet égard, on constatera que l'ECH a été importée en Inde aux prix qui figurent dans le tableau suivant pendant l'intervalle 1996-1997 à 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier):

Tableau 5

Année	Prix à l'importation c.a.f. en dollars EU par tonne métrique	Prix à l'importation c.a.f. en roupies par tonne métrique	Prix au débarquement (c.a.f. + droit d'entrée)
1996-1997	1 528	54 077	71 382
1997-1998	1 235	46 681	58 352
1998-1999	1 242	51 075	63 844
1999-2000	1 059	45 621	58 167
2000-2001	1 318	59 483	75 841
2001-2002 (jusqu'au mois de janvier)	1 090	43 691*	54 057*

\*Évalué sur la base des statistiques douanières.

TPL a déclaré que les ventes d'ECH sur le marché intérieur sont effectuées en tenant compte de la parité avec le prix au débarquement et qu'à la suite de la diminution régulière du prix à l'importation, l'entreprise s'est vue contrainte de réduire ses prix de vente, ce qui a entraîné des pertes financières. Il est un fait, donc, que TPL a vendu l'épichlorohydrine à des prix très inférieurs au prix de revient, et qu'il s'en est suivi des pertes pour la société. Ce produit peut être importé en Inde sans restriction quantitative. À ce titre, le prix au débarquement de l'ECH importée détermine le prix du produit sur le marché intérieur dans la mesure où il sert de point de repère aux acheteurs au moment de prendre la décision d'achat.

La diminution régulière du prix c.a.f. à l'importation de l'ECH constitue également un fait. En 1996-1997, les prix c.a.f. à l'importation étaient en moyenne de 1 528 dollars EU la tonne métrique; ils sont tombés à 1 235, puis à 1 242 et enfin à 1 059 en 1999-2000 avant de remonter à 1 318 dollars EU la tonne métrique et de baisser de nouveau à 1 090 dollars EU en 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier). L'accroissement des importations coïncide avec cette baisse des prix. Le volume des importations est passé de 761 tonnes en 1996-1997 à 1 931 tonnes, puis à 2 933 tonnes pour atteindre un pic de 4 614 tonnes en 1999-2000, en même temps que le prix c.a.f. moyen atteignait son plancher (1 059 dollars EU la tonne). Au cours des années 1998-1999 et 1999-2000, la production nationale a été seulement de 951 tonnes par an. Après avoir, pour ainsi dire, anéanti la production nationale, les prix à l'importation ont augmenté pour atteindre 1 318 dollars EU; toutefois, alors que la production nationale passait à 3 620 tonnes en 2000-2001, en raison principalement de la création de PAPL et du soutien apporté, sous forme d'achats, par cette entreprise à TPL, les prix à l'importation ont de nouveau chuté en 2001-2002 à 1 090 dollars EU par tonne, soit à un niveau proche de leur minimum historique, menaçant ainsi la production nationale d'ECH.

Certaines parties intéressées ont soutenu que les prix c.a.f. en dollars EU de l'ECH importée sont sans importance pour TPL dans la mesure où le produit est acheté par les consommateurs en roupies indiennes, ce qui signifie que le seul prix à l'importation qui intéresse aussi bien les consommateurs que TPL est le prix en roupies. Le prix à l'importation en roupies a augmenté d'environ 20 pour cent en 2001-2002, par rapport au prix de 45 621 roupies par tonne métrique de la période 1999-2000. Elles ont également soutenu que TPL n'a jamais vendu de quantités importantes d'ECH dans le passé et n'a pas même tenté d'augmenter les ventes lorsque les prix étaient nettement plus élevés, par exemple en 2000. Dans ces circonstances, les parties ont indiqué que la baisse des prix était sans effet sur TPL.

Cet argument est, je le crains, totalement indéfendable. Le requérant a créé une unité de production dotée d'une capacité de 10 000 tonnes par an en vue de fabriquer de l'ECH, et a engagé à cette fin des capitaux importants. Cette usine n'a pas été fondée pour tourner au ralenti. En fait on ne peut imaginer qu'un fabricant crée une usine s'il n'a pas l'intention arrêtée d'approvisionner ses clients. Le fait est que PAPL a commencé à acheter du produit à TPL dans le courant de l'année 1999. Auparavant, TPL fournissait de l'ECH uniquement aux autres acheteurs nationaux, mais ces ventes ont diminué régulièrement au fil des années, passant de 1 785 tonnes en 1996-1997 à 1 389 tonnes en 1997-1998, et de 1 241 tonnes en 1998-1999 à seulement 100 tonnes en 1999-2000, ce qui coïncide avec la chute du prix au débarquement de l'ECH importée, qui est passé de 71 382 roupies par tonne métrique en 1996-1997 à 58 167 roupies en 1999-2000. Les stocks à la fin de 1997-1998 et de 1998-1999 étaient de 1 219 tonnes et 811 tonnes, respectivement. Compte tenu de ces faits, on ne peut pas prétendre raisonnablement que TPL n'était pas désireuse d'approvisionner ses clients en ECH. L'entreprise avait tous les motifs d'explorer l'ensemble des possibilités de vente de ses produits.

Certaines des parties ont déclaré que la qualité de l'ECH fabriquée par TPL laissait à désirer et que le produit importé était de meilleure qualité pour la fabrication de diverses catégories de résines époxydes. À cet égard, il faut rappeler que TPL est une entreprise certifiée ISO 9002 qui a déclaré que son produit répondait aux normes internationales définies pour l'ECH. Le requérant a en outre présenté un exemplaire des caractéristiques de l'ECH manufacturée par TPL qui a démontré que, selon divers paramètres de qualité, ce produit est pleinement comparable à l'ECH importée. TPL fabrique de l'ECH depuis six ans et soumet le produit à des contrôles de qualité rigoureux avant de l'expédier à ses clients. Des échantillons sont analysés à toutes les étapes de production, des matières premières jusqu'au produit fini. L'entreprise fournit de l'ECH à PAPL, qui fabrique des résines époxydes aux fins d'exportation, ainsi qu'à l'industrie pharmaceutique, très pointilleuse en matière de qualité. Compte tenu de ce qui précède, il est considéré que la qualité de l'ECH fournie par TPL n'est pas la cause de l'accroissement des importations.

L'assertion faite par les administrateurs de TPL dans les états financiers, selon laquelle l'entreprise réservait ses ventes aux marchés rémunérateurs, fait partie des points qui ont été relevés par certaines des parties intéressées. Je ne vois rien dans cette affirmation qui conforte l'allégation selon laquelle TPL a refusé de fournir de l'ECH à ses acheteurs. Il est bien évident qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce que la société continue de produire et de vendre de l'ECH à perte alors qu'elle avait déjà des stocks de produit fini et qu'elle se montrait incapable d'écouler les quantités minimales d'ECH produites.

Ainsi qu'on l'a déjà remarqué, la raison pour laquelle les acheteurs nationaux choisissaient les importations comme source d'approvisionnement d'ECH semblait être le prix inférieur de ces importations. Il importe d'observer à ce propos que pendant l'année 2001-2002, les importations d'ECH ont augmenté de 1 102 tonnes au cours du premier trimestre, à un prix c.a.f. moyen de 53 935 roupies la tonne, à 1 232 tonnes au cours du deuxième trimestre, à un prix c.a.f. moyen de 45 098 roupies la tonne, et à 1 905,6 tonnes pendant le troisième trimestre, à un prix c.a.f. moyen de 38 954 roupies la tonne. En janvier 2002, 731,5 tonnes d'ECH ont été importées à un prix c.a.f.

moyen de 38 219 roupies la tonne. On constate donc bien que le volume des importations d'ECH augmente à mesure que les prix tombent.

Certaines parties ont avancé que le prix au débarquement de l'ECH importée en Inde avait évolué à la hausse en 2000-2001, offrant à TPL une meilleure possibilité de récupérer ses coûts. Je ferais remarquer à ce propos que les facteurs qui ont influé sur les prix de l'ECH importée doivent avoir également eu un effet sur la production nationale et qu'un accroissement du prix c.a.f. ne signifie donc pas nécessairement que TPL a pu améliorer ses ventes. Il faut rappeler que le coût de production de TPL a toujours été très supérieur au prix au débarquement de l'ECH importée, et que pour vendre son produit sur le marché national l'entreprise essaie de s'aligner sur le prix au débarquement. Parmi les facteurs susceptibles de faire pencher la balance en faveur du produit importé lors du choix de la source d'approvisionnement en ECH, il faut toutefois souligner que l'un des plus importants est le délai de 90 à 120 jours accordé pour le paiement des importations. TPL s'est vue contrainte d'octroyer la même facilité à ses acheteurs, au détriment de sa trésorerie. Le problème s'est aggravé du fait de la suspension des conditions de crédit accordées par IOC, Mathura, sur les approvisionnements en propène. Il est bon de relever également que dans un marché baissier, les acheteurs nationaux s'attendent à ce que les prix soient définis en fonction de la parité avec le prix au débarquement escompté, de manière à éviter de passer de nouvelles commandes anticipées. Par ailleurs, les prix au comptant ont souvent tendance à être très inférieurs aux prix contractuels, ce qui a un rapport direct avec les prix intérieurs.

Certaines parties ont fait valoir que si le dommage causé au producteur national provenait des importations à bas prix, cet argument n'était plus valable dans la mesure où l'on pouvait s'attendre à une augmentation des prix à l'importation de l'ECH du fait de la hausse des prix des matières premières (propène et chlore), et elles ont proposé que la décision d'imposer un droit de sauvegarde soit prise sur la base des prix internationaux actuels. On notera à cet égard qu'on ne peut se prononcer en se fondant sur les prix c.a.f. actuels de l'ECH puisque les prix postérieurs à l'enquête n'ont pas d'incidence sur les prix appliqués pendant la période considérée. Il se pourrait que les prix à l'importation aient augmenté sous l'effet de divers facteurs qui ont également une influence sur le coût de production intérieur. Il n'est ni réalisable ni souhaitable de se baser sur les prix postérieurs à l'enquête pour établir des constatations.

Certains ont aussi allégué que la raison des difficultés de TPL n'était pas l'importation d'ECH en Inde mais plutôt la perte du marché à l'exportation de l'entreprise dont les résultats sur l'étranger étaient en baisse et qui ne s'était pas véritablement efforcée de les améliorer. On a déclaré en outre que comme TPL a préféré exporter son produit dans le passé, plutôt que d'approvisionner les consommateurs indiens, la production d'ECH n'est plus disponible à présent pour les consommateurs nationaux dans la proportion des quantités exportées. On remarquera à ce propos que TPL a indiqué spécifiquement dans sa requête que, malgré les contraintes, l'entreprise avait été obligée d'exporter son ECH à bas prix afin d'améliorer l'utilisation de la capacité de production et de réduire ainsi les coûts. Il convient de se rappeler que la chaîne de fabrication de l'ECH est la même, que le produit soit destiné à la consommation nationale ou à l'exportation. On ne saurait d'ailleurs attendre d'une branche de production nationale incapable de soutenir la concurrence sur le marché intérieur qu'elle se montre compétitive sur le marché international. En fait, le dommage généré par les importations s'est également répercuté sur les résultats à l'exportation de l'entreprise. TPL a cependant fourni 1 500 tonnes d'ECH à PAPL en 2001-2002 dans le cadre du régime des exportations présumées au titre du système DEEC, en vertu duquel les transactions sont considérées comme des exportations sans que les marchandises quittent le territoire indien.

En conclusion, on constate que le producteur national d'ECH a subi un dommage grave et se trouve confronté à une nouvelle menace de dommage grave causée par l'accroissement des importations d'ECH.

Ajustement positif

Le producteur national a présenté une description détaillée des efforts d'adaptation réalisés par l'entreprise pour faire face à la situation de concurrence découlant de l'accroissement des importations. Le requérant a proposé de prendre les mesures décrites ci-après pour abaisser ses coûts de production et améliorer sa compétitivité sur une période de trois ans.

- a) Construction d'un terminal d'envergure internationale au port satellite d'Ennore, équipé pour le chargement et le déchargement de nombreux produits dérivés du pétrole et d'autres produits chimiques, qui permettra de résoudre le problème des importantes indemnités de surestaries que doit payer l'entreprise lors de l'importation de propène à Cuddalore et d'éviter les coûts de transport élevés du propène national en raison des longues distances. Ce projet devrait être terminé avant 2004. L'entreprise estime que la réduction des coûts de surestaries et de transport ainsi obtenue serait de 3 000 à 5 000 roupies par tonne d'ECH.
- b) Afin de garantir la stabilité de l'offre de chlore, qui est l'une des principales matières premières entrant dans la fabrication de l'épichlorohydrine, TPL a acquis la Division des produits chimiques lourds de SPIC et prévu d'installer une centrale électrique dédiée à son propre usage dans les locaux de cette division. Cette opération a pour seul but de réduire le coût du chlore et d'améliorer ainsi la compétitivité au niveau des coûts de l'unité de production d'ECH. Le prix de cession du chlore, qui est actuellement de 4 500 roupies par tonne, pourrait être ramené à 1 500 roupies sur les trois prochaines années, grâce à l'installation de la centrale électrique dédiée.
- c) Diminution du coût des approvisionnements en chaux et collaboration plus étroite avec les producteurs de chaux locaux afin d'améliorer la pureté du produit et d'atteindre le taux de 90 pour cent qui permettrait de résoudre les problèmes liés au processus et de réduire les coûts.
- d) La politique d'amortissement accéléré de TPL permettrait de passer les frais d'amortissement en résultat avant l'année 2004-2005, ce qui donnerait à l'entreprise une compétitivité élevée par rapport aux pays développés. On a déclaré que le coût de production total, qui était de 111 673 roupies par tonne en 2001-2002, serait ramené à 50 423 roupies par tonne sur une période de quatre ans (soit en 2005-2006).
- e) Installation d'un nouveau mélangeur destiné à la production de chlorure d'allyle dans l'unité de production d'ECH afin de diminuer la consommation de matières premières et d'améliorer l'efficacité en fonctionnement.

Certaines parties intéressées ont émis des doutes quant à la faisabilité des plans d'ajustement et la réduction escomptée du coût de production de l'ECH. Concernant l'amortissement accéléré adopté par TPL, elles ont déclaré que dans une usine de produits chimiques, même complètement amortie, les frais de maintenance étaient très élevés et que ces frais neutraliseraient largement la diminution des amortissements. Parmi les parties intéressées, certaines ont indiqué que les plans d'ajustement envisagés par TPL ne fournissaient aucune évaluation des investissements impliqués, ni du bénéfice attendu. Le plan d'ajustement n'était composé que de simples déclarations sans fondement qui n'étaient accompagnées d'aucun des éléments de preuve nécessaires. Certaines des parties ont allégué que comme TPL avait commandé la centrale électrique dédiée et que celle-ci était déjà opérationnelle, le coût du chlore aurait déjà dû baisser et qu'en conséquence ce point ne pouvait pas faire partie du plan d'ajustement à venir. Elles ont fait valoir, de même, que l'installation du mélangeur d'allyle avait déjà été effectuée et que les avantages auraient déjà dû se faire sentir, raison pour laquelle il ne devrait pas non plus être tenu compte de cette mesure.



Les plans d'ajustement présentés par le requérant ont été examinés. L'amortissement accéléré en tant qu'effort de réduction des coûts, bien qu'il soit conforme aux principes comptables généralement acceptés et que l'entreprise ait sans doute droit à ce type d'avantage, ne peut pas être récupéré sur le prix du produit et doit être exclu des méthodes de calcul du coût de production, seul le taux normal d'amortissement étant autorisé pour recommander le montant du droit de sauvegarde.

Pour réduire ses coûts d'énergie, TPL a pris des mesures en vue d'installer une unité de production d'électricité dédiée. La centrale a déjà été installée et doit entrer en service en juin 2002. Son fonctionnement se stabilisera au cours des deux prochaines années. Elle permettra de diminuer progressivement et dans une proportion importante les coûts de puissance maximale absorbée payés à l'Office de l'électricité du Tamil Nadu et, en conséquence, de réduire considérablement le coût du chlore. Le mélangeur de chlorure d'allyle a été mis en service en mars 2002, après la publication de l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes. TPL s'efforce actuellement de stabiliser le fonctionnement du réacteur afin de l'adapter à des normes de consommation efficaces, qui dépendront en grande partie du taux d'utilisation de la capacité de production. Toutes ces mesures font partie d'un processus déjà amorcé et qui se poursuivra dans le but d'améliorer l'efficacité de l'installation et le facteur de marche jusqu'à atteindre un niveau optimum. Pour ce qui est du terminal d'Ennore, TPL a constitué la société Van Ommeren Mac Tank Terminals, à présent dénommée Vopak Sical Terminal Limited, dont le capital est détenu par les sociétés Vopak (40 pour cent), Sical (5 pour cent), TPL (35 pour cent) et TIDCO (11 pour cent). TPL a proposé de mettre en place 32 réservoirs permettant la manutention de divers produits pétrochimiques et un terrain de 12 hectares a déjà été acquis pour ce projet. Les autorisations nécessaires ont été obtenues de la Commission de lutte contre la pollution du Tamil Nadu. Les données concernant le transport des matières premières et des produits finis du projet de TPL ont été intégrées dans les chiffres du trafic global du premier port du pays appartenant à des entreprises privées. L'exploitation commerciale du port a débuté en juin 2001 avec les opérations de manutention du charbon destiné à la centrale thermique installée par TNEB. SICAL, société sœur de TPL est le seul organisme accrédité pour la manutention du charbon. La deuxième tranche des travaux du port prévoit l'installation de quatre postes d'amarrage: trois pour les cargaisons liquides et un pour le charbon. Les autorités portuaires ont déjà obtenu un accord de principe du gouvernement indien pour ces projets. La direction du port a émis une demande de manifestation d'intérêt concernant un terminal maritime pour produits liquides à Ennore. Tamilnadu Petroproducts Limited a présenté la documentation correspondante et la décision devrait être prise à la fin du mois de septembre 2002. L'entrée en service de cette partie du port d'Ennore est prévue avant 2004. TIDCO a également proposé d'implanter un parc pétrochimique contigu au port et a acquis à cet effet environ 1 000 hectares de terrain; un certain nombre de candidats sont entrés en contact avec TIDCO pour ce projet. Un partenariat entre TPL et TIDCO n'est pas exclu sur ce front. On estime, après avoir dûment analysé les plans de restructuration et tenu compte de la possibilité de les mettre en œuvre, qu'une protection du producteur national d'une durée de trois ans serait nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne lui soit causé et pour procéder à des ajustements positifs afin de faire face à la concurrence créée par l'accroissement des importations.

### Intérêt général

Certaines des parties ont avancé que l'imposition d'un droit de sauvegarde, loin de servir l'intérêt général, lui porterait au contraire un tort considérable du fait qu'elle pourrait entraîner l'arrêt de la production de plusieurs industries consommatrices. On notera à cet égard que l'expression "intérêt général" ne recouvre pas les seuls intérêts des consommateurs, mais doit s'entendre comme désignant le bien-être social en général englobant les intérêts de la communauté dans son ensemble. Si l'imposition d'un droit de sauvegarde risque de renchérir l'ECH importée pour les acheteurs et, partant, d'avoir une incidence sur le prix des produits finis fabriqués avec cette ECH, il convient de garder à l'esprit l'objectif d'une telle mesure. L'imposition d'un droit de sauvegarde a pour objet de donner à la branche de production nationale le temps de procéder à des ajustements positifs qui lui permettront de faire face à la nouvelle situation de concurrence créée par l'accroissement des

importations. L'imposition d'un droit de sauvegarde de niveau approprié pendant une période adéquate non seulement réduirait au minimum les effets défavorables éventuels pour les consommateurs, mais leur permettrait d'avoir le choix entre davantage de sources d'approvisionnement, et ce à des prix compétitifs. Le producteur national qui a créé des usines grâce à d'énormes investissements publics emploie beaucoup de monde et contribue de la sorte utilement à l'économie nationale. Le droit de sauvegarde, qui permettra au producteur national de survivre face à la concurrence des importations accrues, servira donc les intérêts à long terme des acheteurs d'ECH et ceux des acheteurs des produits dérivés de l'ECH. On estime donc que l'imposition d'un droit de sauvegarde sur l'ECH servira l'intérêt général.

Certaines des parties ont soutenu qu'étant donné que le requérant est l'unique producteur d'ECH, l'imposition d'un droit de sauvegarde conduirait à une situation de monopole et donc d'exploitation du marché indien par TPL. Il convient de remarquer ici que la capacité totale du producteur national est de 10 000 tonnes par an, ce qui est à comparer à une capacité considérablement plus élevée des exportateurs. Les importations d'ECH en Inde sont autorisées sans aucune restriction quantitative et il serait par conséquent erroné de présumer que TPL a bénéficié/continue de bénéficier d'une situation monopolistique, en particulier si l'on considère que les importations ont représenté environ 70 pour cent en moyenne de la consommation intérieure apparente pendant la période 1998-1999 à 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier). Par ailleurs, la loi ne prévoit aucunement que les intérêts d'un producteur unique ne puissent pas bénéficier d'une protection s'ils y ont droit à juste titre. La finalité de l'imposition d'un droit de sauvegarde n'est pas d'encourager les pratiques monopolistiques mais de protéger les intérêts des producteurs nationaux si l'accroissement des importations leur cause ou menace de leur causer un dommage grave, en leur donnant le temps de s'adapter à la nouvelle situation de concurrence créée par cet accroissement des importations.

Certaines parties intéressées ont fait valoir que TPL n'est pas en mesure de pourvoir aux besoins nationaux d'ECH et, en conséquence, que l'imposition d'un droit de sauvegarde avantagerait uniquement la société PAPL à laquelle TPL s'est engagée à fournir l'ECH. On a aussi allégué que la capacité de Tamilnadu Petroproducts Limited n'a jamais été testée en production réelle permanente, et que seule la production maximale atteinte par l'entreprise devrait être considérée comme sa capacité installée. On notera à cet égard que le producteur national a fourni, à titre confidentiel, une évidence documentaire de sa capacité. Il a déclaré que la production pouvait être augmentée dans un laps de temps très court si la possibilité lui était offerte d'exploiter l'unité de production à un pourcentage d'utilisation supérieur afin de satisfaire la demande. Dans ce cas, caractérisé par l'impossibilité du producteur national de vendre son produit aux acheteurs, je ne partage pas l'opinion suivant laquelle la capacité de production de l'installation doit être mesurée à l'aune de la quantité effectivement produite. En absence de toute évidence démontrant le contraire, aucun argument ne permet de soutenir que la capacité de production de Tamilnadu Petroproducts Limited est insuffisante pour satisfaire la demande nationale, ou que les importations étaient indispensables parce que l'entreprise n'était pas en mesure de répondre aux besoins.

Il faut remarquer en outre que TPL a installé une unité de production dotée d'une capacité de 10 000 tonnes par an. Selon des données vérifiées, la production maximale atteinte par l'entreprise a été de 547 tonnes en un mois et de 28,14 tonnes en un seul jour, ce qui prouve assurément qu'elle est en capacité de produire entre 6 500 et 8 500 tonnes d'ECH par an. En comparaison, la consommation intérieure apparente d'ECH au cours des trois dernières années, 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier), a été de l'ordre de 6 000 à 8 000 tonnes par an, y compris les besoins de PAPL. Compte tenu de ce qui précède, j'observe qu'il serait injuste de soutenir que TPL n'est pas en mesure de répondre aux besoins en ECH de l'Inde.

Il conviendrait également de signaler ici qu'à la suite de la cession à Vantico Performance Polymers Pvt. Ltd. de la participation de Ciba India Pvt. Ltd. (CIPL) dans le capital de PAPL, TPL a

dû accepter de renoncer à son droit de préemption sur les actions mises en vente; elle a en outre dû mettre fin à l'accord actuel d'approvisionnement en ECH souscrit avec PAPL, qui sera remplacé par un nouvel accord, et libérer CIPL des engagements et des droits qui subsistaient en vertu de divers accords. En compensation de cette résiliation prématurée des contrats et de la cession des droits mentionnés ci-dessus, CIPL a convenu de verser à TPL une somme de 630,248 millions de roupies. Par ailleurs, la société PAPL, premier fabricant indien de résines époxydes, s'est opposée en tant que consommateur à l'imposition d'un droit de sauvegarde sur l'ECH, en dépit du fait que cette entreprise appartient conjointement à TPL et à M/s. Vantico International. Il n'y a donc pas lieu de présumer que TPL et PAPL ont le même intérêt à demander l'imposition d'un droit de sauvegarde concernant l'ECH.

On estime donc que l'imposition d'un droit de sauvegarde sur l'ECH servira l'intérêt général.

#### Droit de sauvegarde provisoire

Compte tenu du fait qu'une fois les enquêtes terminées, des constatations finales ont été formulées, on n'estime pas nécessaire de recommander des mesures provisoires dans la présente affaire.

#### Part des pays dans les exportations vers l'Inde

Selon des informations vérifiées, les exportations d'épichlorohydrine vers l'Inde en 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier) se répartissent par pays de la façon suivante:

Pays/territoire	Quantité (tonnes)	Part en pourcentage
Allemagne	1 109	22,31
Belgique	618	12,43
Corée (Rép. de)	1 515	30,48
Etats-Unis	1 365	27,46
Japon	364	7,32
Total	4 971	100

#### CONCLUSION ET RECOMMANDATION

Au vu des constatations qui précèdent, il est conclu que l'accroissement des importations d'épichlorohydrine en Inde a menacé et continue de menacer de causer un dommage grave au producteur national de ce produit et qu'il sera dans l'intérêt général d'imposer un droit de sauvegarde pour une période de trois ans sur les importations d'épichlorohydrine en Inde.

Le montant du droit de sauvegarde qui permettrait d'éviter un dommage grave à la branche de production nationale et de faciliter son ajustement a été calculé sur la base du coût de production dûment vérifié de l'ECH pour les périodes 2000-2001 (comptes vérifiés) et 2001-2002 (comptes non vérifiés), après les ajustements pertinents et en prévoyant uniquement un taux d'amortissement normal et non pas un taux d'amortissement accéléré, et sur la base du prix de fabrication probable à capacité optimale (confidentiel) qui reflète mieux le coût réel. Le producteur national a réclamé, en tenant compte du rendement escompté des capitaux investis, etc., un certain bénéfice qui a été jugé relativement élevé, et par conséquent un bénéfice d'un montant inférieur (confidentiel), calculé sur la base de la moyenne pondérée des coûts de production, a été jugé plus approprié et approuvé. De

façon similaire, les prix c.a.f. de l'ECH importée ont été examinés sur la base d'une moyenne pondérée vérifiée pour l'année 2001-2002 (jusqu'au mois de janvier). Les prix c.a.f. à l'importation ont été ajustés pour tenir compte des conditions du crédit et des droits de débarquement moyens. La modification du taux de droit applicable a été prise en compte, le cas échéant, dans le calcul du prix au débarquement de l'ECH d'importation. Par ailleurs, l'ampleur du bénéfice découlant de la restructuration de la branche de production nationale a également été prise en compte dans la détermination du montant du droit de sauvegarde, et le montant ainsi recommandé a été réduit au minimum nécessaire pour faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale et pour aider celle-ci à s'ajuster à la concurrence des importations.

Compte tenu de la nécessité de libéraliser progressivement la mesure de sauvegarde afin de faciliter l'ajustement de la branche de production nationale, il est recommandé qu'un droit de sauvegarde soit imposé sur les importations indiennes d'ECH aux taux spécifiés ci-dessous, sur une base *ad valorem* pendant une période de trois ans, durée minimale nécessaire pour protéger la branche de production nationale du dommage grave que l'accroissement des importations d'ECH lui a causé et menace de lui causer encore.

Période	Niveau de protection totale recommandé (%)	Droit existant	Droit de sauvegarde recommandé (%) (2-3)
(1)	(2)	(3)	(4)
Première année	25 + 22	25%	22
Deuxième année	25 + 15		15
Troisième année	25 + 09		09

(R.K. Gupta)  
Directeur général (Sauvegardes)